

## 2.2. Analyse des problèmes

### Brève analyse des problèmes:

Des analyses fines des situations de départ, des enjeux, des acteurs impliqués, des possibilités seront nécessaires afin d'obtenir des avancées concrètes et tangibles dans les domaines prioritaires identifiés pour le PIM 2021-2027 comprenant les objectifs d'amélioration du fonctionnement de l'État (30% du budget), la création d'emplois favorisant l'économie verte (40%) et la réponse aux besoins humains de base (30%), / la PCe/ les TEI, qui appuieront la Stabilisation et présence de l'État dans les zones fragiles ; l'environnement et le changement climatique ; la jeunesse.

La CF - Global Europe permettra de financer des études, audits, évaluations, de l'assistance technique de court terme et/ou ponctuelle pour du renforcement de capacités. Des formations, séminaires et ateliers pourront également être financés pour une meilleure mise en œuvre du partenariat UE-Mali et une meilleure coordination et gestion de l'aide. Enfin, la CF contribuera à financer les activités nécessaires à la communication et à la sensibilisation des acteurs-clés aux questions générales de développement, la visibilité de la Team Europe, aux politiques de l'UE dans les secteurs prioritaires du CREDD, ainsi qu'à des thématiques transversales clés telles que l'intégration du genre et des droits humains dans les actions, l'environnement et changement climatique en ligne avec le Pacte Vert européen.

Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:

La Délégation de l'UE au Mali sera responsable de la gestion de cette CF.

Les parties prenantes de cette action sont les suivantes (liste indicative et non-exhaustive):

- Acteurs étatiques et en particulier les ministères en charge de la mise en œuvre des actions prévues (les porteurs de devoirs, ayant l'obligation de respecter, protéger et réaliser les droits humains):
  - *Le ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale MAECI* (dont la Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED (CONFED), la Direction Europe),
  - *Le ministère en charge de l'économie et des finances MEF* (dont le secrétariat à l'harmonisation de l'aide (SHA),
  - La cellule technique de coordination du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CT-CSLP),
  - La cellule d'appui à la réforme des finances publiques (CARFIP),
  - *Le ministère du commerce, de l'industrie, et de la promotion des investissements* avec ses services techniques et ses agences,
- Le personnel des projets financés par l'UE,
- L'ensemble de la population malienne dans toute sa diversité (les titulaires de droits) - avec un accent particulier sur les groupes vivant dans des situations les plus fragiles, à cet égard, des consultations particulières auront lieu avec les porteurs de devoirs spécifiques, comme le ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille.
- Les entreprises maliennes et le secteur privé en général,
- Les organisations de la société civile (OSC) en particulier celles représentant les populations vivant dans des situations précaires, les personnes handicapées, les femmes, les jeunes,
- les autorités locales.

## 3. DESCRIPTION DE L'ACTION

### 3.1. Objectifs et produits

L'objectif général (Impact) de l'action est de contribuer à une mise en œuvre efficace et efficiente du partenariat Mali-UE et aux objectifs de développement durable et de réduction de la pauvreté au Mali.

Les Objectifs spécifiques (Outcomes) de l'action sont :

1. Mettre en œuvre de manière efficace et efficiente le programme de partenariat Mali-UE en tenant compte du contexte local et des questions transversales, y compris le genre et l'environnement ;
2. Améliorer la coordination et la gestion de l'aide au Mali.